



CENTENARY OF THE INTERNATIONAL MUNICIPAL MOVEMENT
CENTENAIRE DU MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL
CENTENARIO DEL MOVIMIENTO MUNICIPAL INTERNACIONAL

Mes reflexions sur le mouvement municipal international

**Gian Paolo Morello, Secrétaire Général C.I.C.U. « Comitato Italiano Città Unite »
Ancien Secrétaire Général de la FMCU 2001-2003**

A la suite de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements Humains Habitat II réalisée à Istanbul en 1996, les associations mondiales des gouvernements locaux ont donné vie à la CAMVAL, Coordination des Associations Mondiales de Villes et Autorités Locales (World Associations of Cities and Local Authorities Coordination, WACLAC). C'est ici que commence mon approche de la connaissance des associations des pouvoirs locaux.

Ce n'était pas facile pour moi de comprendre les raisons et les buts de ces organisations, puisque mon expérience était plutôt fondée sur l'action concrète sur le terrain dans les régions les plus pauvres de la planète. A l'époque, après une longue expérience en Afrique dans la coopération à l'aide internationale, j'ai été chargé de mission à la Province de Turin pour l'action internationale ou j'étais très engagé dans le montage d'actions qui suivaient les nombreux jumelages internationaux des collectivités locales.



C'est à Giulio Dolchi que je dois mes premiers pas dans ce labyrinthe d'initiatives pour promouvoir et soutenir l'approche et la reconnaissance du mouvement municipaliste par la Communauté Internationale, par les organisations des Nations Unies. Les associations des pouvoirs locaux étaient confondues avec les organisations non gouvernementales. D'ailleurs des organisations où souvent les secrétaires et les agents étaient en général plus dynamiques et plus stables que les élus n'avaient pas un vrai profil de représentation des communautés locales mais seulement celui d'agence chargée pour l'internationale.

Giulio Dolchi ou « Dudo » (nom de bataille de maquisard pendant la Résistance) qui avait été à partir de 1946 durant 24 ans élu à la commune d'Aoste et entre 1954 et 1966 Maire communiste de la Ville, avait bâti en Italie sur la base des objectifs soutenus par Jean Marie Bressand, un réseau de villes (la section italienne de la FMVJ Fédération Mondiale des Villes Jumelées puis transformée en FMCU Fédération Mondiale des Cités Unies) appliqué à la réalisation d'«... Un



monde où chacun parlerait sa langue et puis une autre, afin de créer, à la base, les conditions d'un monde où l'on s'entend».

C'est à « Dudo » dont je veux ici célébrer la mémoire, que je dois le démarrage de mon expérience dans le monde des réseaux internationaux des gouvernements locaux.

Mes premiers pas pour comprendre ce monde m'ont ensuite porté à Lille en 1998 au XV^o Congrès de la FMCU et ensuite à travailler à la réorganisation de la section italienne de la FMCU (le Comité Italien de Cités Unies – CICU) en travaillant avec la Présidente Mercedes Bresso (à l'époque Présidente de la Province de Turin).

Comme Secrétaire Général de CICU j'ai participé au débat dans la FMCU pour le dialogue avec IULA et au montage de nouveaux projets de coopération pour la FMCU.

En 2001 à Rio de Janeiro au cours du premier congrès unifié entre la FMCU et IULA réalisé en vue de la fusion, Mercedes Bresso est nommée Présidente de la FMCU et en même temps j'ai été nommé Secrétaire Général. Je veux ici remercier toute l'ancienne équipe de la FMCU (dont une partie est encore engagée au sein de CGLU), ainsi que les amis de Cités Unie de France pour m'avoir aidé à conduire la tâche qui m'avait été confiée.

Mais c'est en travaillant pour et avec Mercedes Bresso que j'ai eu mon vraie baptême et l'introduction dans la politique internationale jouée par des élus locaux.

Au cours des trois années suivantes, j'ai travaillé côte à côte avec Jeremy Smith (à l'époque Secrétaire de IULA) pour réaliser les conditions de la fusion entre ces deux organisations et avec Metropolis, ce qui nous a conduit en 2004 à Paris à la réalisation du Congrès fondateur de la nouvelle organisation.

Après une longue histoire des mouvements municipalistes le parcours de Istanbul en 1996 au Congrès de Paris fut conduit à étapes forcées : une brève période pour réaliser la convergence des origines, des points de vue, des idéologies, des intérêts etc. et pour bâtir les prémisses pour une organisation qui, à l'époque, était très fortement enracinée seulement en 3 régions mondiales : l'Europe, l'Amérique Latine et l'Afrique avec une petite (bien que significative) présence au Proche Orient (Mashrek et Turquie), Canada et Australie.



La difficulté à l'approche des réalités locales aux Etats Unis et à l'Orient (Chine et Inde en premier lieu) bien que mieux représentés aujourd'hui, montre la limite d'une vision très fortement enracinée dans l'expérience européenne. J'ai donné mon apport à l'unification avec toutes mes capacités mais il est évident que mon expérience issue plutôt du monde de la coopération décentralisée et non pas des politiques internationales, a témoigné d'une limite vis-à-vis des logiques onusiennes qui caractérisaient le montage de la nouvelle organisation.

L'unification entre FMCU et IULA nous absorbait par un grand travail de convergence et de représentation de notre action auprès de la communauté internationale.

Mais nous étions encore plus absorbés par des préoccupations très pratiques : le siège du nouveau secrétariat, le choix du Secrétaire, l'organisation du Congrès fondateur, la dissolution des anciennes organisations, l'échange continu sur les textes des Statuts originaires.

Le « parti mondial des maires », des élus locaux ou des dirigeants locaux est doté aujourd'hui d'une agence très dynamique et très articulée.

Au début le débat dans la nouvelle organisation était conditionné par les différences de langage politique et les origines de FMCU et IULA : par exemple l'organisation des sections régionales avec l'affirmation d'un modèle pyramidale (transféré de IULA) a produit plusieurs discussions avec des effets sur la mise en place des actions en réseau.



Le patrimoine historique de FMCU fondé sur les jumelages ville à ville et sur l'action directe des élus dans l'action internationale nous avait poussé, au moment de l'unification, à bâtir les Commissions thématiques pour travailler aux côtés des instances de la nouvelle organisation à l'approfondissement des différents domaines en termes concrets et proches des logiques locales et garantir en même temps la décentralisation des responsabilités au-delà des nécessités centralistes de la Présidence et du

Secrétariat mondial.

Aujourd'hui il faut noter que la situation a beaucoup évolué ainsi que les conditions générales qui caractérisaient les années 90, époque à laquelle le projet de la nouvelle organisation avait surgi.

La métropolisation de la population nous pousse à porter l'attention davantage sur la gouvernance des services à des nouvelles dimensions, où les expériences des « pères du mouvement municipaliste » euro-nordiques et euro-méditerranéens pour la plupart, ont peu d'expérience.

La composition même des populations des villes et des territoires touchés par une émigration accélérée, évolue rapidement vers des formes de société multiculturelle, multi ethniques avec la naissance de nouvelles formes de citoyenneté, un nouveau cadre de droits et une tâche plus marquée sur le plan de la lutte à la discrimination et l'inclusion sociale.

L'inversion des tendances à la réduction de l'écart des revenus a produit partout la naissance de nouvelles pauvretés urbaines aujourd'hui exacerbée par le crise économique.

La crise mondiale a montré entre autre les limites d'une démocratie locale fondée sur la multiplication des représentants locaux à différents niveaux des gouvernements locaux: municipal, provincial, régional.

La crise de la démocratie représentative, témoignée partout par une réduction de la participation citoyenne aux élections, nous montre la nécessité de porter tous ces problèmes au centre du débat de l'organisation mondiale et de travailler de plus en plus avec les organisations de la société civile, le volontariat et les nouvelles formes participatives.

La crise même du modèle du développement économique pose des questions pressantes qui touchent rôles et fonctions des institutions locales.

Des nouveaux sujets se présentent pour répondre à ces nouveaux défis, des sujets moins institutionnels (comme les consortiums territoriaux pour l'action internationale, les

Fonds) où le dialogue avec les organisations de la société civile est plus important que le dialogue avec les institutions centrales.

Des nouvelles expériences se présentent comme modèle de démocratie locale comme par exemple les Conseils Participatifs et tout ce qui bouge directement en réseaux sur internet dans les « communities ».

Le concept même d'autonomie et de gouvernance locale conçu au début du siècle dernier est-il touché par tous ces phénomènes ?

S'il est dit que le moindre battement d'ailes est capable de provoquer un ouragan à l'autre bout du monde qu'en sera-t-il des institutions locales actuelles ?

Je suis convaincu qu'une tâche importante de CGLU aujourd'hui est la mise à disposition d'un espace d'échange structuré pour nous permettre d'approfondir tous ces thèmes et identifier des perspectives de travail et d'action pour les aborder avec un point de vue réellement global, mondial.